

À PROPOS DU SUCCES DES DROITES POPULISTES ET EXTREMES EN EUROPE : ELEMENTS POUR UNE ANALYSE SYSTEMIQUE

par Gilles IVALDI

Chargé de recherche CNRS (URMIS-Université de Nice-Sophia Antipolis), coordinateur du groupe de
recherche européen EREPS*

SOMMAIRE

- I. – LA POLITIQUE DE L'ANTIPOLITIQUE OU LA FIN DU CONSENTEMENT A L'OLIGARCHIE DEMOCRATIQUE
- II. – FONDER UN NOUVEAU PACTE DE SOLIDARITE NATIONALE
- III. – UTOPIE, EXERCICE DU POUVOIR, CLIVAGES ET IDENTITES

Depuis plus d'une vingtaine d'années, l'abondant volume de littérature comparée consacrée à la question du néopopulisme, de la résurgence du nationalisme xénophobe et de l'essor des nouvelles droites radicales témoigne de l'intérêt suscité par l'irruption puis l'installation au cœur du jeu politique ouest-européen d'une nouvelle classe de partis tels que le *Vlaams Blok* – devenu *Vlaams Belang* fin 2004 – en Flandres, les formations populistes scandinaves¹, la *Lega Nord* italienne, le Front national en France, la *Bündnis für die Zukunft Österreichs* (BZÖ, ex-FPÖ) autrichienne et, plus récemment, la *Lijst Pim Fortuyn* néerlandaise ou le populisme helvétique chauvin incarné par l'aile germanophone radicalisée de l'UDC/SVP sous la houlette de Christoph BLOCHER.

Dans des travaux antérieurs, nous nous sommes attachés à dessiner les contours de cette famille politique composite et à illustrer simultanément le processus de convergence idéologique à l'œuvre depuis une quinzaine d'années autour de certains des thèmes fondateurs du corpus doctrinal de la droite radicale, qui justifie de traiter de ce groupe comme d'un ensemble unique en dépit de la diversité des origines et trajectoires d'intégration de ses membres. Surtout, nous nous sommes efforcés de poser les bases d'un modèle d'analyse systémique permettant de concevoir à la fois les dynamiques propres d'émergence d'acteurs périphériques au sein des systèmes politiques et de leur institutionnalisation, d'une part, et de rattacher, d'autre part, ce modèle explicatif à l'ensemble des transformations structurelles de systèmes partisans marqués par une crise profonde de la représentation et l'affaiblissement de ces piliers centraux des régimes pluralistes que constituent les partis politiques².

Il n'est sans doute pas utile de revenir en détail ici sur le processus d'apparition des mouvements populistes et extrêmes : les principaux éléments constitutifs du mécanisme d'insertion systémique de partis tels que le FPÖ, le VB ou le FN relèvent pour l'essentiel : 1) du travail identitaire accompli par plusieurs de ces formations pour

* (*Extreme Right Electorates and Party Success*) [<http://www.politik.uni-mainz.de/ereps/>]. Adresse pour correspondance : URMIS, Université de Nice-Sophia Antipolis, Pôle Universitaire Saint-Jean d'Angely, 24 avenue des Diables Bleus, 06357 - NICE Cedex 4. gilles.ivaldi@unice.fr.

¹ Qui ont, en 2005, connu un regain de succès : lors des élections législatives de février, le *Dansk Folkeparti* danois a recueilli 13, 2 % des suffrages exprimés (contre 12 % lors du précédent scrutin de novembre 2001) ; en Norvège, le *Framstegspartiet* (Frp) a totalisé pas moins de 22 % des voix et obtenu 38 sièges au *Storting* à l'occasion des dernières élections générales de septembre, soit une progression spectaculaire de 7, 4 points par rapport à sa précédente performance en 2001, qui le place en seconde position des partis norvégiens derrière les travaillistes de Jens Stoltenberg.

² Cf. G. IVALDI, « L'extrême-droite ou la crise des systèmes de partis », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 6, n° 1, 1999, p. 201-246.

essayer de se défaire en surface d'un héritage idéologique passablement encombrant et parvenir à réinterpréter les éléments structurants du fascisme originel pour mieux les ancrer dans la modernité postindustrielle ; 2) de l'habileté indéniable dont ont fait preuve ces partis et d'autres dans leur manipulation et politisation d'enjeux polémiques polarisés tels que l'immigration³ ou la sécurité, délaissés et ignorés par les acteurs politiques traditionnels et formidables moteurs de mobilisation électorale lorsque façonnés par la démagogie réductionniste adaptative et réactive des entrepreneurs populistes ; 3) de leur capacité, enfin, à tirer profit de toutes les formes d'opportunités politico-institutionnelles offertes par les modes de scrutin, l'hyper-médiatisation de la compétition électorale, la tenue d'élections intermédiaires critiques ou certaines des stratégies d'alliances légitimantes et autres tentatives malhabiles de récupération idéologique par des formations conservatrices débordées sur leur aile droite par ces nouveaux challengers venus chasser très directement sur leurs terres électorales⁴.

La compréhension du phénomène de consolidation électorale des droites populistes et extrêmes invite à considérer les processus globaux d'évolution et de transformation des systèmes de partis ouest-européens depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'altération de la légitimité, du statut et rôle des grands acteurs partisans historiques, principaux protagonistes et véritables colonnes vertébrales de ces systèmes. Plus fondamentalement encore, il s'agit d'examiner les mécanismes au travers desquels l'offre programmatique et l'univers idéologique des mouvements populistes et radicaux se sont progressivement trouvés en situation d'adéquation forte avec certains des espoirs, insatisfactions, attentes ou craintes de segments électoraux qui, pour partie, demeuraient traditionnellement – pour ne pas dire ataviquement – étrangers et hostiles au prototype sociétal fermé, exclusif et autoritaire porté depuis toujours par la droite national-populiste. À ce titre, deux dimensions apparaissent fondamentales et illustrent cette rencontre, dont on verra qu'elle a pu parfois être fortuite, entre un certain nombre d'éléments objectifs de crise des systèmes partisans et la vision du monde propagée par les leaders populistes et extrémistes :

la critique virulente de la classe politique enfermant partis de gauche et droite dans une même responsabilité face à l'échec, schème central du nationalisme populiste belliqueux depuis les origines, a incontestablement rencontré un écho favorable dans une partie des électorats européens désillusionnés, en rupture avec la social-démocratie ou le conservatisme chrétien-démocrate, face à l'essoufflement des types traditionnels de partage du pouvoir ;

le concept de « préférence nationale », pierre angulaire du projet ethnocentriste autoritaire utopique des droites radicales et populistes en matière économique et sociale, s'est vu réapproprié par un électorat populaire pour composer progressivement l'armature d'un véritable pacte alternatif de solidarité nationale et de partage redistributif de la richesse, auquel a souscrit un contingent significatif d'électeurs issus des milieux les plus défavorisés contribuant en retour à élargir la base électorale de partis jusqu'alors bornés à la droite de l'axe politique.

I. – LA POLITIQUE DE L'ANTIPOLITIQUE OU LA FIN DU CONSENTEMENT A L'OLIGARCHIE DEMOCRATIQUE

De par son caractère éminemment réducteur et intrinsèquement outrancier, le populisme anti-système agressif, caractéristique de la geste politique et de la praxis du débat public de mouvements tels que le VB, le Front national, le FPÖ et d'autres, a très souvent fait l'objet d'un relatif désintéressement, considéré comme une simple facilité de style apte à ne saisir, au mieux, qu'une forme d'exaspération passagère des électorats européens et ne pouvant, en tout état de cause, fonder ni adhésion idéologique ni loyauté politique durable. En réalité, la récurrence des attaques portées par les tribuns populistes à l'encontre des élites traditionnelles, des « vieux partis » et de la « ploutocratie » s'avère une ressource primordiale de leur séduction dans les urnes : non seulement en tant que procédé de récupération de toutes les formes existantes de ressentiment à l'endroit des grandes formations de gouvernement, mais surtout parce qu'elle renvoie très directement aux métamorphoses et

³ Cf. R. KOOPMANS, P. STATHAM (éd.), *Challenging Immigration and Ethnic Relations Politics: Comparative European Perspectives*, Oxford, Oxford University Press, 2001 ; A. COLE, « Old right or new right? The ideological positioning of parties of the far right », *European Journal of Political Research*, vol. 44, n° 2, 2005, p. 203-230.

⁴ Cf. H. KITSCHELT, « Political Opportunity Structures and Political Protest: Anti-Nuclear Movements in Four Democracies », *British Journal of Political Science*, 16, 1986, p. 57-85. Pour une discussion récente, voir W. VAN DER BRUG, M. FENNEMA, J. TILLIE, « Why Some Anti-immigrant Parties fail and Others Succeed: a Two-step Model of Electoral Support », *Comparative Political Studies*, vol. 38, n° 5, 2005, p. 537-573. ; J. RYDGREN, « Is extreme right-wing populism contagious? Explaining the emergence of a new party family », *European Journal of Political Research*, vol. 44, n° 3, 2005, p. 413-437. Sur la question institutionnelle, voir notamment E. CARTER, *The Extreme Right in Western Europe: Success or Failure?*, Manchester, Manchester University Press, 2005. Sur la médiatisation du débat politique, on pourra consulter T. AKKERMAN, « Populism and Democracy: Challenge or Pathology ? », *Acta Politica*, vol. 38, n° 2, 2003, p. 147-159. Sur l'attitude ambivalente des formations de droite classique, enfin, voir T. BALE, « Cinderella and Her Ugly Sisters: The Mainstream and Extreme Right in Europe's Bipolarising Party Systems », *West European Politics*, vol. 26, n° 3, 2003, p. 67-90.

dysfonctionnements objectifs des systèmes partisans. Historiquement, les assauts répétés contre l'*establishment* – conçu comme un tout indifférencié homogène marqué par la collusion sinon la corruption –, l'exploitation de sentiments anti-partis diffus et l'entreprise de sape systématique de la légitimité d'un système inlassablement vilipendé pour la déliquescence de ses élites, forment partie intégrante du patrimoine idéologique primitif de la droite radicale et de la tradition antidémocratique en général. Ces mêmes éléments de critique manichéenne continuent de constituer similairement le soubassement de l'offensive populiste contemporaine lancée à l'encontre de la classe politique, basée sur l'appel émotif direct au peuple, aux « petites gens » et à la « nation réelle » contre les élites dirigeantes⁵.

À un premier niveau, l'utilisation polémique de cette grille de lecture dichotomique exploite la réalité des transformations profondes survenues au sein du champ politique ouest-européen depuis 1945, s'agissant notamment de la tendance graduelle à une autonomisation des partis vis-à-vis de leurs mondes sociaux primitifs, un cloisonnement partiellement hermétique d'élites « autosuffisantes » et une professionnalisation progressive des activités partisans⁶. Ces processus éclairent en partie le malaise grandissant à l'égard de la représentation traditionnelle : peu à peu s'est installée la perception publique de machineries partisans tournant sur elles-mêmes, détachées des préoccupations des citoyens et, d'un certain point de vue, moins à même de jouer leur rôle indispensable de courroies de transmission. Concurrément, l'augmentation globale des ressources financières des organisations partisans et la révélation de pratiques illégales de financement ont provoqué une crise morale de nature à nourrir la dialectique simpliste des prédicateurs populistes⁷.

À un niveau plus profond sans doute, la résonance forte des diatribes anti-système auprès des électeurs tient surtout à la faculté des leaders populistes de cultiver leur position d'extériorité pour mieux articuler leur critique sur certains blocages des systèmes partisans nationaux et la fragilisation du rôle et statut des partis établis. En particulier, l'attribution récurrente de responsabilité et la stigmatisation systématique des échecs avérés ou supposés des élites a rencontré un écho grandissant dans des segments désillusionnés de l'électorat, en rupture avec les formations de gauche comme de droite⁸. La force d'engouffrement des droites extrêmes et populistes ne tient pas tant à la question des insuccès de l'État-en-soi, conçu comme un agent externe et neutre, qu'à la crise grave d'organisations partisans omniprésentes, détentrices du monopole de médiation entre gouvernants et gouvernés, organisations qui ont « accaparé » le pouvoir d'État depuis plusieurs dizaines d'années, au point de se confondre presque totalement avec lui⁹. Une telle symbiose désigne irrémédiablement les partis politiques comme premiers responsables des insuffisances de l'État face aux grands défis posés par les bouleversements socio-économiques, géopolitiques ou culturels de l'ère postindustrielle. À travers l'Europe, les scrutins récents ont illustré la prééminence d'enjeux relatifs à l'emploi, à la santé ou la préservation des systèmes de retraites, et la propension grandissante des électeurs à sanctionner les majorités sortantes sur la base de leurs performances socio-économiques et de leur *responsiveness* vis-à-vis de ces *salient issues*¹⁰. Simultanément ont surgi de nouvelles peurs, inquiétudes et incertitudes en matière de sécurité ou d'immigration dont se sont promptement saisis les leaders populistes et dont on a vu combien elles ont pu structurer en profondeur l'espace du débat public aux Pays-Bas, au Danemark, en Belgique flamingante ou en France, notamment lors des élections de la période 2001-2003¹¹.

L'appréhension du succès aux urnes de la droite extrême et/ou populiste touche au cœur de cette difficulté croissante des partis classiques à répondre aux attentes multiples de leurs électeurs. Le développement de formations périphériques laisse apparaître l'ampleur du rejet par nombre de citoyens de l'inertie des types

⁵ Cf. C. MUDDE, « The Populist Zeitgeist », *Government & Opposition*, vol. 39, n° 4, 2004, p. 541-563 ; TAGGART (Paul), *Populism*, Buckingham, Open University Press, 2000.

⁶ Cf. I. VAN BIEZEN, « Political Parties as Public Utilities », *Party Politics*, vol. 10, n° 6, 2004, p. 701-722. Voir le travail classique de A. PANEBIANCO, *Political Parties : Organization and Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988 ; K. VON BEYME, « The Concept of Political Class : A New Dimension of Research on Elites ? », *West European Politics*, vol. 19, n° 1, 1996, p. 68-87.

⁷ Cf. P. HEYWOOD, M. RHODES, E. JONES (éd.), *Developments in West European Politics*, London, Palgrave Macmillan, 2^e éd., 2002 ; J. HOPKIN, « The Problem with Party Finance. Theoretical Perspectives on the Funding of Party Politics », *Party Politics*, vol. 10, n° 6, 2004, p. 627-651.

⁸ Cf. A. ZASLOVE, « The Dark Side of European Politics: Unmasking the Radical Right », *Journal of European Integration*, vol. 26, n° 1, 2004, p. 61-81.

⁹ Cf. sur cette question essentielle : R. S. KATZ, P. MAIR, « Changing Models of Party Organization and Party Democracy : the Emergence of the Cartel Party », *Party Politics*, vol. 1, n° 1, 1995, p. 5-28 ; I. VAN BIEZEN, « The place of parties in contemporary democracies », *West European Politics*, vol. 26, n° 3, 2003, p. 171-184. Pour une discussion récente du concept de *cartel party* voir : K. DETTERBECK, « Cartel Parties in Western Europe? », *Party Politics*, vol. 11, n° 2, 2005, p. 173-191.

¹⁰ R. GUNTHER, J. R. MONTERO, J. J. LINZ (éd.), *Political Parties – Old Concepts and New Challenges*, Oxford, Oxford University Press, 2002.

¹¹ G. IVALDI, « Enjeux sécuritaires et droites populistes en Europe », in S. ROCHE (dir.), *En quête de sécurité : Causes de la délinquance et nouvelles réponses*, Paris, Armand Colin, 2003.

traditionnels de partage et conservation du pouvoir par les acteurs historiques. La confluence de certains facteurs structurels endogènes de relative paralysie des systèmes partisans contribue à expliquer cette mutation des équilibres ainsi que la perception populaire d'une absence de renouvellement, d'innovation et d'alternatives crédibles au sein de l'offre électorale. Il est intéressant de constater ici qu'une telle désaffection a pu toucher indifféremment des archétypes de démocraties consociatives¹² caractérisées par la surinclusion, la recherche de consensus et la coopération entre partis dominants, et certains systèmes plus fortement concurrentiels, à l'image du cas français. S'agissant du premier type, le désaveu par les citoyens des configurations traditionnelles de gouvernement, en Belgique en mai 2003, en Autriche lors des élections générales de 1999, aux Pays-Bas aux législatives du printemps 2002 ou en Suisse à l'occasion des élections fédérales d'octobre 2003, a montré les limites des logiques d'interactions basées sur l'accommodement interpartis, et attesté de l'intense désir de renouvellement exprimé face à l'usure des jeux de coalitions¹³. En France, la transformation profonde du paysage politique à l'œuvre depuis la fin des années 1980 et le rétrécissement significatif de la surface politique occupée par les acteurs historiques de la « quadrille bipolaire »¹⁴ illustrent l'asthénie d'une hyperalternance¹⁵ où les effets tangibles des changements répétés de majorité n'apparaissent pas toujours immédiatement perceptibles aux yeux d'une partie de l'électorat déstabilisée par ailleurs par les contrecoups de plusieurs cohabitations successives, qui ont contribué à rapprocher la France d'une formule de coopération interélites notablement étrangère à la logique politico-institutionnelle de la V^e République¹⁶.

En remettant directement en cause l'équilibre des forces politiques, le vote en faveur de partis tels que le FPÖ, l'UDC/SVP, le VB, le FN ou la LPF néerlandaise traduit la rupture du pacte tacite de consentement à ces diverses formes d'oligarchie démocratique¹⁷. Dès les origines en effet, les partis politiques ont structuré en profondeur les régimes pluralistes ouest-européens laissant à un nombre restreint d'acteurs la domination légitime quasi-exclusive du champ de la compétition électorale : en témoignent la longévité des modèles de *polder* aux Pays-Bas, de *proporz* autrichien, de *pillarization* en Belgique, de *trasformismo* italien¹⁸ ou l'important degré de disproportionnalité induit par le mode de scrutin majoritaire en France au détriment des forces périphériques émergentes¹⁹. Conclu entre les masses et leurs élites traditionnelles, ce contrat implicite laissait à ces dernières le soin de conduire les affaires gouvernementales en échange de leur capacité à répondre à un ensemble de demandes émanant des groupes sociaux en matière économique et sociale, et défendre efficacement les intérêts des clientèles électorales dont les principaux partis demeuraient historiquement l'émanation. Depuis près d'une trentaine d'années, ces fonctions cruciales de *linkage*²⁰, de représentation et d'agrégation d'intérêts de certaines catégories sociales spécifiques ont été mises à mal par un ensemble de

¹² Cf. A. LIJPHART, « Typologies of Democratic Systems », *Comparative Political Studies*, vol. 1, n° 1, 1968, p. 3-44. Voir plus récemment : J. STEINER, T. ERTMAN (éd.), « Consociationalism and Corporatism in Western Europe: Still the Politics of Accommodation? », A special issue of *Acta Politica*, Politics Beyond Accommodation, 37, 2002. Sur la particulière fragilité des démocraties de consensus face aux droites populistes, voir R. B. ANDEWEG, « Lijphart versus Lijphart: the Cons of Consensus Democracy in Homogenous Societies », *Acta Politica*, 36, 2001, p.117-128.

¹³ Concernant ces séquences électorales, on pourra se reporter aux travaux suivants : H. PELLIKAAN, T. VAN DER MEER, S. DE LANGE, « The Road from a Depoliticized to a “Centrifugal Democracy”, Electoral Revolt or Continuity? The Dutch Parliamentary Elections 2002 and 2003 », *Acta Politica*, Special Issue, vol. 38, n° 1, 2003, p. 23-50 ; R. ROSE « The End of Consensus in Austria and Switzerland », *Journal of Democracy*, vol. 11, n° 2, 2000, p. 26-40 ; T. THEILER, « The origins of Euroscepticism in German-speaking Switzerland », *European Journal of Political Research*, vol. 43, n° 4, 2004, p. 635-656 ; P. DELWIT, « Le Vlaams Blok et le scrutin du 18 mai 2003 », *Nouvelle Tribune*, n° 33, 2003, p. 56-61.

¹⁴ Cf. P. PERRINEAU, C. YSMAL (éd.), *Le vote de tous les refus, les élections présidentielle et législatives de 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003 ; B. CAUTRES, N. MAYER (éd.), *Le nouveau désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, Coll. Académique, 2004.

¹⁵ G. IVALDI, J. A. J. EVANS, « Quand la crise du consensus profite à l'extrême-droite. Europe : le succès des populistes à l'échelle du continent », *Le Figaro*, Débats et opinions, 18-19 mai 2002.

¹⁶ Voir à ce propos : J.-L. PARODI, « Proportionnalisation périodique, cohabitation, atomisation partisane : un triple défi pour le régime semi-présidentiel de la Cinquième République », *Revue Française de Science Politique*, vol. 47, n° 3-4, 1997, p. 292-312.

¹⁷ Cf. G. IVALDI, *Droites populistes et extrêmes en Europe occidentale*, La Documentation française, Collection « Les Études », 2004.

¹⁸ Sur ces divers modèles, voir : F. Hendriks, T. A. J. TOONEN (éd.), *Polder Politics: The Re-Invention of Consensus Democracy in the Netherlands*, Aldershot, Ashgate, 2001 ; A. I. TIMMERMANS, *High Politics in the Low Countries. An Empirical Study of Coalition Agreements in Belgium and the Netherlands*, Aldershot and Burlington, Ashgate, 2003 ; M. BOGAARDS « The Italian First Republic: “Degenerated Consociationalism” in a Polarised Party System », *West European Politics*, vol. 28, n° 3, 2005, p. 503-520 ; W. C. MÜLLER « Elections and the Dynamics of the Austrian Party System since 1986 », in F. PLASSER et al (éds), *Das Österreichische Wahlverhalten*, Vienna, Signum, 2000.

¹⁹ Cf. M. GALLAGHER, « Proportionality, Disproportionality and Electoral Systems », *Electoral Studies*, vol.10, n° 1, 1991, p. 38-40.

²⁰ Cf. K. LAWSON (éd.), *Political Parties and Linkage: A Comparative Perspective*, New Haven, NY, Yale University Press, 1980 ; K. R. LUTHER, F. MÜLLER-ROMMEL (éd.), *Political Parties in the New Europe: Political and Analytical Challenges*, Oxford, Oxford University Press, 2002.

contraintes économiques exogènes et l'évolution centripète des systèmes partisans eux-mêmes²¹. Le déficit d'efficacité perçu des partis historiques a progressivement ouvert la voie à des mouvements populistes et radicaux porteurs d'un pacte de solidarité alternatif apte à emporter l'adhésion d'un nombre significatif d'électeurs.

II. – FONDER UN NOUVEAU PACTE DE SOLIDARITE NATIONALE

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le consentement à l'oligarchie démocratique s'est largement établi sur l'aptitude de ces partis à aménager le partage de la richesse nationale au travers de l'État-Providence ou, dans certains cas, de réseaux clientélistes structurés au sein d'organisations partisans de masse²². En cela, les partis politiques ont fermement investi le champ de la société et conçu les procédés d'octroi d'avantages sociaux en matière de santé, d'éducation ou d'emploi, du fait notamment de l'essor dans de nombreux pays du secteur public et d'extension du champ d'intervention de l'administration. Tout au long des trente glorieuses, ce contrôle exercé par les organisations partisans sur la gestion et les modalités de partage de la richesse nationale a participé à l'établissement et au maintien des attaches entre élites politiques et citoyens, et probablement concouru à atténuer partiellement les effets perceptibles d'une coupure dirigeants/dirigés.

L'évolution des sociétés modernes a, en partie tout au moins, privé les partis traditionnels de cette capacité à remplir pleinement leurs fonctions d'agents de représentation, de médiation et de répartition des ressources publiques, favorisant ainsi l'apparition de nouveaux mouvements et la déliquescence partielle des liens traditionnels entre les masses et leurs élites partisans. Dans de nombreux pays d'Europe occidentale, les forces politiques ont sans doute vu leurs marges de manœuvre réduites en matière de définition et mise en œuvre des politiques sociales, sous l'effet d'importantes mutations de la structure démographique des sociétés contemporaines, de la globalisation et libéralisation des capitaux, du commerce et de la production²³, et, plus généralement, du processus de transition vers une économie post-Fordiste et d'éloignement progressif de la situation de plein-emploi, fondement essentiel du pacte keynésien dès l'immédiat après-Guerre²⁴. L'accroissement du nombre d'individus socialement exclus s'affirme à ce titre comme un facteur prépondérant de délégitimation et remise en cause de l'efficacité de l'État-Providence²⁵.

Parallèlement, les mécanismes d'intégration supra-nationale ont imposé de nouvelles obligations et profondément modifié à la fois les modèles nationaux de gouvernance socio-économique et le contenu du débat public autour des ajustements nécessaires des systèmes de protection sociale. Plusieurs des Etats-membres de l'Union européenne ont eu ainsi à gérer, en matière de re-calibrage du *welfare*, l'impact des impératifs de consolidation budgétaire, de réduction des déficits et de diminution des dépenses publiques consécutifs à leur engagement au sein de l'UEM. Dans certains cas, on songe ici notamment à l'Autriche, la Belgique, la France ou l'Italie, l'adoption de mesures d'austérité ou la mise en œuvre de réformes de long terme nécessairement impopulaires ont pu par ailleurs être justifiées auprès des citoyens par les partis de gouvernement comme la conséquence incontournable du cadre imposé par l'adhésion au pacte de stabilité lors de la phase de préparation à l'entrée dans la monnaie unique²⁶.

Au plan politique, une contradiction de fond s'est établie entre une revendication croissante du public en matière d'intervention sociale de l'État et la réalité de ce faisceau de pressions externes interconnectées, réelles ou perçues. Considérant la prégnance de ces attentes, la véritable performance des tribuns populistes est incontestablement d'avoir réussi à imposer progressivement l'idée qu'un pacte de solidarité alternatif était concevable hors des normes établies du consensus social-démocrate post-1945, à convaincre que de nouveaux liens pouvaient être créés face à un système traditionnel miné par ses défaillances et décrit comme prisonnier de

²¹ Cf. A. ABEDI, « Challenges to established parties: The effects of party system features on the electoral fortunes of the anti-political-establishment parties », *European Journal of Political Research*, vol. 41, n° 4, 2002, p. 551-583.

²² Voir sur ce point H. KITSCHOLT, « Linkages Between Citizens and Politicians in Democratic Polities », *Comparative Political Studies*, vol. 33, n° 6/7, 2000, p. 845-79.

²³ Cf. K. G. SCHERMAN, « A New Social Security Reform Consensus? The ISSA's Stockholm Initiative », *International Social Security Review*, n° 53, 2000, p. 65-82 ; G. ESPING-ANDERSEN, *Social Foundations of Postindustrial Economies*, Oxford, Oxford University Press, 1999 ; H. KITSCHOLT, P. LANGE, G. MARKS, et J. D. STEPHENS (éd.), *Continuity and Change in Contemporary Capitalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999 ; G. GARRETT, *Partisan Politics in the Global Economy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

²⁴ Cf. R. INGLEHART, *Modernization and Postmodernization : Cultural, Economic and Political Change in 43 Societies*, Princeton, Princeton University Press, 1997 ; E. HUBER, J. D. STEPHENS, *Development and Crises of the Welfare State. Parties and Policies in Global Markets*, Chicago, University of Chicago Press, 2001.

²⁵ Voir l'analyse proposée par D. BÉLAND, R. HANSEN, « Reforming the French Welfare State: Solidarity, Social Exclusion and the Three Crises of Citizenship », *West European Politics*, vol.23, n° 1, 2000, p. 47-64.

²⁶ Cf. L. MORENO, B. PALIER, « The Europeanization of welfare : Paradigm shifts and social policy reforms », Paper presented at the *Welfare Reform and the Management of Societal Change* (WRAMSOC) Conference, 23-25 2004, Berlin, 27 p.

l'ensemble des contraintes externes. Il s'agit là d'un aspect central de la dynamique de mobilisation des droites populistes et radicales et un facteur déterminant de leur ancrage électoral au-delà du simple vote expressif, contestataire et d'exaspération passagère. Face à l'internationalisation et la libéralisation de l'activité économique, l'abaissement même relatif des barrières de protection sociale ou la simple sensation par une partie des citoyens d'un tel amoindrissement contribuent à ouvrir un espace d'infiltration plus ample pour les partis populistes et radicaux²⁷.

En la matière, le *package* de « préférence nationale », concept revisité et décliné par l'ensemble de ces partis sous une forme ou une autre²⁸, a indéniablement joué un rôle prépondérant, de manière relativement inattendue y compris pour ses propres promoteurs, en ce qu'il a jeté les bases d'un modèle alternatif utopique de partage de ressources nationales en voie de raréfaction. En opposition ouverte avec les référentiels économiques classiques, ce projet discriminatoire a été crédibilisé par l'habileté rhétorique des chefs de file du populisme xénophobe européen. Enveloppé dans une apparente rationalité économique et financière face au coût supposé de la protection sociale des étrangers et la représentation fantasmagorique de la culture de l'assistanat « distinctive » des populations immigrées, ce chauvinisme du *Welfare*²⁹ s'inscrit en réalité dans le cadre d'une lutte politique plus générale sur l'existence de biens collectifs et la définition de ceux qui peuvent ou non prétendre en bénéficier dans le contexte spécifique d'appauvrissement des ressources de l'État-Providence³⁰. À ce titre, on remarquera avec intérêt que nombre de partis populistes et extrêmes se sont précisément développés dans des nations accoutumées de longue date à l'intervention collective de l'État et/ou des partis en matière de protection sociale – Autriche, Pays-Bas, Belgique, Danemark, France ou Norvège, par exemple³¹ – là même où les inquiétudes les plus fortes se sont fait jour quant à la pérennité des systèmes en place et leur éventuelle remise en question.

Pour beaucoup d'électeurs, le principe de « priorité aux nationaux » – puisque multisectoriel par définition – porte la promesse intrinsèque d'un traitement global de la question sociale en matière d'emploi, de prestations familiales, de santé ou d'éducation. On entrevoit dès lors la force de conviction de ce programme national-exclusif au cœur de catégories populaires fragilisées par la concurrence avec les travailleurs immigrés sur le marché de l'emploi, frappées de plein fouet par les mutations des sociétés postindustrielles et disposant de ressources moindres pour affronter l'accroissement du niveau de risque impliqué par une telle transition³². Depuis le début des années 1990, la physionomie de la plupart des électors des droites extrêmes et populistes a, on le sait, été profondément bouleversée sous l'impact d'un apport significatif d'électeurs issus du monde ouvrier ainsi que des couches les plus socialement marginalisées³³, séduits par la perspective de cette nouvelle donne sociale prophétique. Par opportunisme politique, des partis tels que le FN, le VB, le FPÖ ou le DF ont du reste très vite entrepris de moduler leur offre électorale et formuler une approche hybride, continuant de développer au plan domestique leurs vieilles antennes *free-market* antifiscales mais intégrant conjointement un ensemble de thématiques anticapitalistes et antiglobalisation directement empruntées au patrimoine idéologique de la gauche afin de tirer le plus grand profit de l'effet d'aspiration électorale opéré par le projet ségrégationniste auprès des classes populaires.

Cette adjonction d'un contingent significatif d'électeurs ouvriers est venue étayer les troupes électorales existantes, issues de la petite bourgeoisie – artisans, commerçants, petits entrepreneurs, travailleurs indépendants – traditionnellement séduites par le projet d'un État drastiquement réduit à ses fonctions régaliennes, programme assorti de démagogie anti-impôts sur le thème de la libération des énergies des entraves de l'étatisme interventionniste bureaucratique. Sous l'angle systémique, une telle synthèse originale repose sur l'intégration de groupes sociaux historiquement, politiquement et idéologiquement opposés sur le principal axe de clivage

²⁷ Cf. D. SWANK, H.-G. BETZ, « Globalization, the welfare state and right-wing populism in Western Europe », *Socio-Economic Review*, vol. 1, n° 2, 2003, p. 215-245 ; J. VEUGELERS, A. MAGNAN, « Conditions of far-right strength in contemporary Western Europe: an application of Kitschelt's theory », *European Journal of Political Research*, vol. 44, n° 6, 2005, p. 837-860.

²⁸ Cf. G. IVALDI, J. A. J. EVANS, « Populisme, extrême-droite et immigration en Europe », *Migrations Société*, CIEMI, vol. 14, n° 84, novembre-décembre 2002, p. 145-158.

²⁹ Nous empruntons ce terme à H. KITSCHOLT, 1995, *The Radical Right in Western Europe: A Comparative Analysis*, Ann Arbor, University of Michigan Press.

³⁰ Cf. A. WIMMER, « Explaining xenophobia and racism : a critical review of current research approaches », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 20, n° 1, janvier 1997, p.17-41.

³¹ Sur l'importance de la tradition du *welfare* dans ces divers pays, voir le travail fondateur de G. ESPING-ANDERSEN, *The Three Worlds of Welfare Capitalism*, Princeton, Princeton University Press, 1990.

³² Cf. W. KORPI, « Welfare State Regress in Western Europe : Politics, Institutions, Globalization, and Europeanization », Working Paper 5/2003, Swedish Institute for Social Research (SOFI), Stockholm University, 2003, 24 p.

³³ À propos de ces dynamiques électorales, voir notamment : M. LUBBERS, M. GIJSBERTS, P. SCHEEPERS, « Extreme Right-Wing Voting in Western Europe », *European Journal of Political Research*, vol. 41, n° 3, 2002, p. 345-378 ; J. A. J. EVANS, G. IVALDI, « Les dynamiques électorales de l'extrême-droite européenne », *Revue politique et parlementaire*, n° 1019, mai-juin / juillet-août, 2002, p. 67-83 ; P. NORRIS, *Radical Right: Voters and Parties in the Electoral Market*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

capital/travail identifié par le paradigme rokkkien, fortement structurant de la formation historique des systèmes de partis ouest-européens en termes d'opposition gauche/droite³⁴. Cette transversalité remarquable renvoie naturellement très directement à l'inertie des agencements partisans ; elle éclaire en particulier l'effet de polarisation induit par l'installation progressive de partis tels que le FPÖ, le Front national, le *Vlaams Blok* et autres face aux tendances centripètes des systèmes ouest-européens, à la réduction graduelle des distances idéologiques entre formations à vocation gouvernementale et à l'affaiblissement structurel du principe d'opposition³⁵.

Dans nombre de contextes européens, cette dépoliarisation idéologique a libéré un double espace politique. En acceptant dans de nombreux cas – selon une temporalité il est vrai variable – la logique de marché et la rigueur des critères de Maastricht, la gauche de gouvernement a partiellement délaissé son terrain économique ordinaire au profit des nouveaux thèmes libertaires en matière sociale et culturelle³⁶. Convertie à une *Realpolitik* économique et confrontée, singulièrement, à la nécessité d'élargir son assise électorale aux nouvelles classes moyennes, elle a abandonné corrélativement une proportion substantielle de sa clientèle ouvrière traditionnelle. À droite de l'axe politique, le processus de recentrage idéologique et le soutien apporté au projet de construction européenne par la quasi-totalité des partis conservateurs, libéraux ou démocrates-chrétiens en Europe ont sans doute ouvert une brèche d'infiltration pour les droites populistes face à l'accroissement d'une demande sociale d'ordre et d'autorité dans les opinions publiques, ainsi qu'à certaines anxiétés liées à l'identité nationale et l'évolution multiculturelle des sociétés contemporaines.

Sur ce point, l'importance de la composante autoritaire du discours des droites populistes et radicales mérite d'être soulignée : au travers de leur programme ultra-répressif, ces dernières ont semble-t-il mieux que d'autres répondu à un ensemble d'aspirations dont on constate qu'elles dépassent aujourd'hui assez amplement les frontières de la seule petite bourgeoisie pour concerner une proportion notable d'électeurs. L'implantation des partis extrémistes et populistes dans les quartiers populaires témoigne ainsi de la réalité sociologique de l'exposition à la criminalité des couches sociales les plus basses au sein de zones d'exclusion périurbaines. Au plan international, l'actualité des questions relatives au terrorisme post-11 septembre a très vraisemblablement participé de la diffusion au sein des électorats européens d'inquiétudes latentes concernant les rapports entre l'Islam et l'Occident. La conjoncture mondiale a créé en cela un environnement propice à la pénétration électorale de mouvements tels que le FN en France, le *Vlaams Blok* flamand, le Parti du Progrès au Danemark ou la *Lijst Fortuyn* aux Pays-Bas, formations clairement hostiles à l'égard de la religion musulmane et convaincues des menaces que l'Islam ferait peser sur l'équilibre des sociétés occidentales.

III. – UTOPIE, EXERCICE DU POUVOIR, CLIVAGES ET IDENTITES

La faculté des droites populistes et radicales à agir simultanément sur des pôles opposés de clivages éclaire le succès de ce type de formations et leur impact sur l'ensemble des acteurs traditionnels de gauche comme de droite en Europe. Cette aptitude leur confère, en outre et sans conteste, un avantage non négligeable face un ensemble de challengers périphériques *single issue* – partis souverainistes et eurosceptiques, formations de gauche critique ou mouvements ethno-régionalistes – dont le champ d'intervention reste le plus souvent contingent à un axe de conflit spécifique : Europe vs nation, centre vs périphérie ou capital vs travail.

Les fortunes électorales inégales du camp de la souveraineté nationale en Europe illustrent parfaitement ce point : en dépit de scores notables lors des consultations européennes, des partis tels que *JuniBevægelsen* au Danemark ou son équivalent *Junilistan* en Suède, le Mouvement pour la France de Philippe de Villiers ou le *UK*

³⁴ Cf. S. LIPSET (Seymour M.), S. ROKKAN (Stein) (éd.), *Party Systems and Voter Alignments: Cross-National Perspectives*, New York, Free Press, 1967.

³⁵ Cf. J. HUBER, R. INGLEHART, « Expert Interpretations of Party Space and Party Location in 42 Societies », *Party Politics*, vol. 1, n° 1, janvier 1995, p.73-111. Voir également I. BUDGE et al., *Mapping Policy Preferences: Estimates for Parties, Electors, and Governments, 1945-1998*. New York, Oxford University Press, 2001 ; M. LAVER, Ed., *Estimating the Policy Positions of Political Actors*. New York, Routledge, ECPR Studies in European Political Science, 2001 ; P. WARWICK, « Party Positions and Constraints in West European Policy Spaces: Estimates from a New Expert Survey », Paper presented at the Joint Sessions of Workshops, *European Consortium for Political Research*, avril 2005, 14-19, Granada, Spain. Sur la notion d'affaiblissement structurel du principe d'opposition, voir l'étude classique d'O. KIRCHHEIMER, 1964, « The Waning of Opposition », in R. C. MACRIDIS, B. E. BROWN (éd.), *Comparative Politics*, vol. III., Dorsey Press, 1964 ; p.280-291 ; A. KROUWEL, « Otto Kirchheimer and the Catch-All Party », *West European Politics*, vol. 26, n° 2, avril 2003, p. 23-40.

³⁶ Cf. D. P. QUINN, C. INCLAN, « The Origins of International Financial Liberalization », *American Journal of Political Science*, 41, 1997, p. 771-813 ; P. PENNING, « European Social Democracy between Planning and Market : A Comparative Exploration of Trends and Variations », *European Journal of Public Policy*, vol. 6, n° 5, 1999, p. 743-56 ; S. BARTOLINI, *The Political Mobilization of the European Left*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000 ; H. KITSCHOLT, « European Social Democracy between Political Economy and Electoral Competition », in H. KITSCHOLT, P. LANGE, G. MARKS, J. STEPHENS (éd.), *Continuity and Change in Contemporary Capitalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, p. 317-345.

Independence Party au Royaume-Uni peinent encore à exister dans l'arène nationale et pèsent régulièrement un poids politique très en deçà de leurs performances européennes lors des scrutins de *first order*. De la même manière, la gauche critique telle qu'incarnée, par exemple, par le *Vänsterpartiet* suédois, les trotskistes de la LCR et LO en France, le PDS allemand, la *Rifondazione Comunista* en Italie, le *Socialistisk Folkeparti* danois ou le *Socialistisk Venstreparti* en Norvège, continue pour l'essentiel de s'appuyer sur une clientèle populaire en rupture de ban avec la social-démocratie sans véritable perspective de recrutement au-delà des frontières de l'électorat traditionnel de la gauche européenne. Dernière remarque : le processus de transformation de certains acteurs ethno-régionalistes et d'intégration par ces derniers du registre national-populiste démontre les efforts entrepris pour élargir leur base électorale : l'évolution de la *Lega Nord* à partir du milieu des années 1980 jusqu'à son intégration au sein de l'alliance des droites au sein de la *Casa delle Libertà* représente en ce domaine l'un des exemples les plus typiques.

Ceci nous ramène très directement au rôle primordial de la démagogie populiste dans la dynamique de mobilisation des droites extrêmes, notamment au travers de la réintroduction par ces dernières d'une forme d'utopie en politique, composante inhérente du volontarisme et de l'imaginaire de l'action contre l'immobilisme supposé du système. En dépit du caractère irréaliste de leurs propositions économiques et sociales, la prétention des leaders populistes à dégager un univers du possible et suggérer une alternative, perçue comme vraisemblable, aux partis de stature gouvernementale se pose en opposition directe à la culture gestionnaire des acteurs dominants et leur acceptation plus ou moins explicite des contraintes exogènes.

Là se situe pourtant le paradoxe fondamental auquel se trouvent aujourd'hui confrontés tous les partis extrémistes et populistes : instrument indéniable de leur succès, le populisme anti-système constitue aussi le principal élément de leur fragilité et un facteur indéniable de limitation de leur audience. Tous doivent tenter de résoudre la difficile équation de leur positionnement stratégique au sein du jeu politique et de l'attitude à adopter à l'égard de partenaires potentiels sur leur flanc gauche. Là où ils continuent d'être refoulés à l'extérieur du système par les grandes formations de gouvernement, le risque pour des partis tels que le FN français ou le *Vlaams Belang* flamand est celui de leur marginalisation graduelle dans un rôle de simple force de nuisance ou d'empêchement, le principal danger étant alors la perception par leurs électeurs d'une relative inutilité du vote en leur faveur³⁷. À l'opposé, les formations « intégrées », qui sont, elles, parvenues à former alliance avec la droite conservatrice ou libérale, ont à gérer un patrimoine protestataire et une culture anti-système profondément incompatibles avec l'exercice effectif des responsabilités gouvernementales³⁸. L'échec quasi-immédiat en 2003 de l'aventure politique de la *Lijst Pim Fortuyn* aux Pays-Bas, l'implosion en avril 2005 du FPÖ autrichien ou la perte d'influence de la *Lega* en Italie depuis les législatives de 1996 montrent combien ces divers mouvements ont pu souffrir de leur inclusion minoritaire au sein d'équipes exécutives très largement dominées par des partis de droite traditionnelle en position d'imposer dans les faits l'essentiel de leurs grandes orientations programmatiques et s'appropriier en retour certaines des mesures phares de leurs nouveaux partenaires, en durcissant notamment de manière notable les politiques d'immigration pour mieux occuper un terrain jusque-là cédé au seul profit des tribuns populistes³⁹.

Cette situation délicate vis-à-vis du pouvoir est révélatrice, on le constate, d'une certaine vulnérabilité de ce type de partis. Pour terminer ici sur l'approche systémique qui a guidé l'essentiel de notre réflexion, il faut sans doute souligner également les limites du recrutement électoral *cross-cleavage* dont on a indiqué qu'il formait une dimension centrale de la mobilisation de masse par les mouvements populistes et radicaux. Indéniablement, la mécanique de consolidation et constitution progressive par ces partis depuis le milieu des années 1980 d'un noyau d'électeurs fidèles invalide l'hypothèse d'un simple vote d'humeur protestataire, souvent avancée dans leur phase d'émergence. Les circonstances actuelles ouvrent cependant sur un ensemble d'interrogations concernant la portée réelle d'une telle dynamique, l'ampleur et la durabilité de l'altération des lignes classiques de conflit dont on sait qu'elles commandent toujours pour l'essentiel aux destinées de la très vaste majorité des systèmes partisans au plan européen⁴⁰. Face à l'hétérogénéité des clientèles séduites par les acteurs populistes

³⁷ Cf. J. ERK, « From Vlaams Blok to Vlaams Belang: The Belgian Far-Right Renames Itself », *West European Politics*, vol. 28, mai 2005, n° 3, p. 493-502 ; G. IVALDI, « Elections 2002 : l'extrême-droite renforcée mais toujours isolée », *Revue politique et parlementaire*, n° 1020-1021, septembre-octobre / novembre-décembre 2002, p.133-149.

³⁸ Cf. R. HEINISCH, Success in opposition - failure in government: explaining the performance of right-wing populist parties in public office », *West European Politics*, vol. 26, n° 3, juillet 2003, p. 91-130 ; M. MINKENBERG, « The Radical Right in Public Office: Agenda Setting and Policy Effects », *West European Politics*, vol. 24, n° 4, octobre 2001, p. 1-21.

³⁹ Cf. P. VAN PRAAG (Philip), « Winners and Losers in a Turbulent Political Year », "Electoral Revolt or Continuity? The Dutch Parliamentary Elections 2002 and 2003", *Acta Politica*, Special Issue, printemps 2003, vol. 38, n° 1, p. 5-22 ; A. J. MCGANN, H. KITSCHOLT, « The Radical Right in The Alps: Evolution of Support for the Swiss SVP and Austrian FPÖ », *Party Politics*, vol. 11, n° 2, 2005, p. 147-171 ; K. R. LUTHER, « The Self-Destruction of a Right-Wing Populist Party? The Austrian Parliamentary Election of 2002 », *West European Politics*, vol. 26, n° 2, avril 2003, p. 136-152.

⁴⁰ Cf. E. IVARSFLATEN, « The vulnerable populist right parties: No economic realignment fuelling their electoral success », *European Journal of Political Research*, vol. 44, n° 3, 2005, p. 465-492.

radicaux et l'existence d'intérêts foncièrement divergents au sein des groupes sociaux qui constituent aujourd'hui l'essentiel de leurs soutiens, il paraît difficile pour ces partis d'ancrer dans le long terme une véritable conscience et identité collectives de nature à subsumer voire remplacer définitivement les allégeances socio-idéologiques antérieures. Cette difficulté de constituer un tel référentiel identitaire et d'agrèger durablement des intérêts collectifs encore contradictoires agit, pour l'heure, comme un rempart et facteur de résistance face à l'assaut des droites populistes et extrêmes. Pour autant, le véritable défi lancé aux acteurs traditionnels du système demeure celui de leur capacité à regagner la confiance des masses et offrir aux citoyens un nouveau pacte de solidarité et de partage des ressources nationales.